

La voix du paysan

Dossier du mois | 01 Dec 2005

Afrique centrale : Relever le défi de la souveraineté alimentaire. Briser le tabou de l'insécurité

Du 18 au 20 octobre dernier s'est tenu à Yaoundé un atelier international regroupant des acteurs de la société civile d'Afrique Centrale et des partenaires venus de Suisse et de Belgique. Le thème de cette rencontre est révélateur de ce que le moment est venu de mettre véritablement ensemble les acteurs de la société civile pour promouvoir la paix, la souveraineté alimentaire le développement économique de la sous région.

Sous le thème " la problématique du décloisonnement des OP/OSC en Afrique centrale ", les organisateurs, à savoir le Service d'Appui aux Initiatives locales de Développement(SAILD) et le Initiatives et Réseaux pour le Développement (IREDD) ont voulu jeter les bases de la construction d'une véritable société civile active dans la sous région. Il était temps d'y penser au moment où tout laisser penser que bientôt le ciel va nous tomber sur la tête. Les actions à mener pour matérialiser ce changement de cap dans les attitudes des acteurs de la société civile (lire page 10) permettent d'affirmer que les participants se sont dits ; " Assez bavarder comme ça "

Famine récurrente au Nord Cameroun, au Tchad et en Centrafrique, une alimentation basée essentiellement sur des produits alimentaires de qualité douteuse et de surcroît venus d'ailleurs. Neuf rebellions dans 4 pays des grands lacs (Rwanda, Burundi, République Démocratique du Congo, Ouganda) avec une capacité de transhumance extraordinaire, les coupeurs de route ici et là avec des innovations dans leurs actions par la prise en otage des enfants des éleveurs peulhs de l'Est Cameroun et de Centrafrique. ... Voilà, très schématiquement peint, le climat social dans la sous région Afrique Centrale.

Face à une telle insécurité des biens et des personnes, doublée d'une dépendance alimentaire trop criarde, la société civile pense qu'il faut faire quelque chose là où les autres acteurs peinent à proposer aux peuples des alternatives mobilisatrices, de trouver des solutions définitives.

Lors d'un séminaire à Yaoundé il y a de cela un an, un Congolais (République démocratique du Congo) affirmait, un peu résigné, qu'il n'était pas possible d'obtenir les protéines animales dans la ville de Kinshasa (environ 16 millions d'habitants) autrement que par les poulets congelés et autres découpes de porc, dindes... tous importés.

A la même époque, l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic) menait, tambours battants, un combat contre les importations des poulets congelés au Cameroun, dénonçant à l'occasion, entre autres, les conséquences sur la santé de la population et l'économie nationale, les risques d'une trop grande dépendance alimentaire du pays. D'autres pays de la sous région Afrique Centrale ne se portent pas mieux en termes de dépendance alimentaire. Ce qui a fait dire à quelqu'un " notre dépendance alimentaire actuelle est pire que notre statut de colonisés d'avant les indépendances ". Une chose est désormais certaine : la sous région Afrique centrale, comme bien d'autres pays africains, mange en grande partie ce quelle ne produit pas. De Kinshasa à Bangui, en passant par Yaoundé et N'Djamena et même dans les villages reculés la population dépend, sur le plan alimentaire, des importations en provenance d'Europe, d'Amérique, d'Asie.

Beaucoup de facteurs sont pointés du doigt pour justifier ces importations qui, répétons-le, sont néfastes pour notre économie, notre santé et surtout notre souveraineté. On peut citer, entre autres facteurs, le manque de vision pour une production vivrière ambitieuse, la facilité avec laquelle nous acceptons les dons, la mentalité contagieuse et endémique d'assistés, la démission des pouvoirs publics face à leurs responsabilités régaliennes de nourrir leurs populations, les politiques d'ajustement structurel inconséquentes, l'absence d'une société civile dynamique jouant pleinement son rôle de pression sur les politiques...

Ces facteurs se sont doublés malheureusement de l'instabilité et de l'insécurité généralisées. Guerre civile, grand banditisme qui n'épargne même plus les villages, le sida, le pourrissement du système éducatif...concourent à préparer le terrain d'une catastrophe inédite demain. Si nous ne y sommes pas déjà.

Martin Nzegang
